

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série
en page 3, intitulée :

Contre le gouvernement Giscard-Barre.
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche.
Lutter dans l'unité.
S'organiser avec le parti des ouvriers et des
paysans, le parti marxiste-léniniste.

**Aujourd'hui : ce fameux
virage du PS...**

Editorial

Désarmement

Aux superpuissances de commencer

Une session spéciale de l'assemblée générale de l'ONU sur le désarmement s'ouvre ce mardi à New-York. Elle a été décidée dès 1972 à la demande des pays non-alignés, inquiets de l'extraordinaire prolifération des armes nucléaires et conventionnelles.

Plus d'un milliard de dollars sont, en effet, dépensés chaque jour dans le monde à des fins militaires. Mais cette dépense n'est pas équitablement répartie sur tous les pays. Les deux superpuissances, l'URSS et les USA, en sont les principaux responsables. Entre elles deux, une course folle aux armements ne cesse de se développer sur le terrain des armes classiques comme nucléaires. Les missiles « Cruise » américains répliquent aux bombardiers « Backfire » soviétiques, chars et missiles s'accumulent des deux côtés ; au fond des mers, les sous-marins nucléaires rivalisent, comme les satellites et anti-satellites dans l'espace.

Les paroles rassurantes et les interminables négociations sur le désarmement qui se déroulent sous la tutelle américano-soviétique ne peuvent cacher ces faits. Depuis la Seconde Guerre mondiale, quarante accords sur le désarmement ont déjà été signés sans ralentir d'un pouce la course aux armements.

Cette formidable accumulation militaire — chacune des deux superpuissances dispose déjà d'une quantité d'armements capable de faire sauter plusieurs fois la planète — n'est pas gratuite. Déjà, les peuples du tiers monde en font les frais dans les guerres locales qu'attisent les deux superpuissances dans leur commune prétention à dominer le monde.

Mais c'est aux frontières de l'Europe occidentale que s'accumule le plus formidable arsenal dirigé contre l'indépendance des pays et des peuples et c'est l'URSS qui en porte la responsabilité principale. Son énorme effort de guerre, financé sur le dos des peuples soviétiques et des pays de l'Est, dépasse de très loin les objectifs de sa défense. Ce qu'elle vise, c'est à emporter sur les USA une supériorité militaire, déjà acquise dans certains domaines stratégiques, pour imposer un repartage du monde en sa faveur, y compris au prix d'une troisième guerre mondiale.

Les peuples du monde entier aspirent ardemment à la paix, y compris les peuples européens, qui ont cruellement souffert des deux premières guerres mondiales. Ils ne seront pas dupes des vertueuses protestations pacifiques des deux superpuissances qui s'entendent pour interdire aux pays du tiers monde notamment d'organiser leur défense face aux pressions, ingérences, agressions qu'elles leur font subir.

Le désarmement général est une nécessité impérative de notre époque. Mais c'est aux deux superpuissances, principales responsables de la course aux armements et du danger de guerre dans le monde, d'en donner l'exemple. Toute autre orientation doit voir se renforcer la vigilance des peuples.

Congrès des journalistes CFDT

LA POLITIQUE DE CONCERTATION CONTESTÉE

Lors d'un congrès extraordinaire qui s'est tenu le week-end dernier à Créteil dans le Val-de-Marne les journalistes CFDT présents, dont 18 % étaient chômeurs ont exprimé leur inquiétude et leur mécontentement face à l'attitude adoptée par la direction de la Confédération depuis les récentes élections législatives.

« En demandant audience au président de la République, Edmond Maire a choisi la politique du spectacle et s'est laissé attirer dans le camp du pouvoir » a déclaré l'un des intervenants.

Les employés et journalistes CFDT de l'Agence France presse ont rendu publique la lettre ouverte qu'ils viennent d'adresser à la confédération et dans laquelle ils jugent « particulièrement précipitée » la demande d'audience de Maire à Giscard.

Les déclarations faites à l'issue des entretiens de Matignon, ont-ils ajouté, ont donné l'impression que la CFDT « cautionnait la mascarade de l'ouverture sociale ».

Le zèle avec lequel Maire répond à la politique de concertation que veut promouvoir le patronat et le pouvoir est, comme on le voit, loin d'être partagé par les travailleurs. Les ouvriers de Terrin, ceux de Boussac, et les employés de la RATP et bien d'autres ont montré également en s'efforçant d'engager la lutte qu'ils ne font pas confiance à la politique de concertation dans laquelle s'engagent les directions syndicales tant CFDT qu'également CGT.



Edmond Maire et Ceyrac « se concertent ». Les travailleurs luttent...

• Colommiers (Haute-Garonne) L'usine Canon occupée

A Colommiers, dans la Haute-Garonne, l'usine Canon-électrique est occupée depuis mercredi soir. C'est une usine de 300 personnes qui fabrique des connecteurs. Elle appartient au trust ITT — 375 000 employés dans le monde, réalisant un bénéfice de 890 millions de dollars.

Les informations officielles données au Comité d'entreprise de Canon font état d'une progression de la pro-

duction de 68 % en un an. Dans le même temps, les salaires augmentaient de 9 %.

Après un an et demi sans progression réelle des salaires, les travailleurs ont engagé une lutte dure pour leurs revendications, en particulier 300 F pour tous.

Cette lutte a pris immédiatement la forme de l'occupation car ITT possède trois usines comme celle de Colommiers en Europe en-

tre lesquelles tout circule en permanence : les fabrications, les hommes, les clients, les idées, etc...

En 1973, il y avait déjà eu 21 jours de grève. En 1975, l'usine a été occupée 10 jours. Ces luttes avaient abouti à des victoires.

A la Canon, travaillent 65 % de femmes à la production et elles participent activement à l'occupation de l'usine jour et nuit.

Initiatives pour la fondation de syndicats libres en Pologne

Fin avril, un groupe de travailleurs des chantiers navals de Dantzig a pris l'initiative de la fondation d'un syndicat libre. Ils suivent ainsi l'exemple des ouvriers et des autres travailleurs de Kattowitz qui se sont déjà organisés.

Le Comité de Dantzig pour la fondation d'un syndicat libre a élaboré un « Manifeste », qui circule actuellement dans les centres industriels de Pologne.

Il y est écrit que la fondation de syndicats libres résulte des expériences acquises pendant les grèves de 1970 et 1976, et que les deux comités de Dantzig et de Kattowitz veulent coopérer. Les syndicats libres veulent défendre les intérêts sociaux, juridiques et humanitaires des ouvriers et des autres travailleurs, indépendamment de leurs opinions politiques.

Le Comité de Dantzig a un organe : le journal « Robotnik » (Travailleur), qui paraît depuis déjà plusieurs mois.

Le « Manifeste » indique aussi que les syndicats polonais officiels sont devenus des « patrons monopolistes » et que donc, les ouvriers n'ont plus de représentants pour défendre leurs intérêts. Les syndicats d'État servent, dit le « Manifeste », « l'exploitation organisée de toutes les couches sociales ».

Le Manifeste indique enfin : « Une démocratisation sur tous les plans est devenue absolument indispensable (...). Toutes les couches populaires doivent se battre pour imposer leur organisation autonome et leurs organismes politico-sociaux ».

(Article paru dans « Rote Fahne », organe du KPD)

● Zaïre

« Jamais nous n'accepterons le social-impérialisme au Zaïre »

Plus de soixante mille habitants de Kinshasa, capitale du Zaïre, ont manifesté la semaine dernière leur colère contre la nouvelle agression dont leur pays est victime. Tout l'après-midi du 17 mai, ils

Cubains, go home ! », « Jamais, nous n'accepterons le social-impérialisme au Zaïre ! », « Nous n'avons pas peur des tigres en carton ! », « La victoire du peuple zaïrois est certaine ! ».

de Kinshasa précisait dans leur allocution que l'ambition du social-impérialisme soviétique, qui se cache derrière l'intervention des mercenaires katangais, ne vise pas seulement le Zaïre mais aussi



Les mines de cuivre au Zaïre tant convoitées...

ont parcouru les rues de la ville en scandant des mots d'ordre et des chants patriotiques. Sur les multiples pancartes dont ils étaient porteurs, on pouvait lire : « Soviétiques,

En fin d'après-midi, les différents cortèges de manifestants faisaient leur jonction au stade du « 20 Mai » où se tenait un rassemblement populaire. Les autorités de la ville

toute l'Afrique.

Elles ont appelé tout le peuple zaïrois à renforcer son unité, sa vigilance et sa solidarité pour abattre les envahisseurs soutenus par l'URSS et Cuba.

Un proche conseiller de Carter séjourne à Pékin

Savoir exploiter les contradictions entre les 2 superpuissances dans l'intérêt des peuples du monde

Zbigniew Brzezinski, conseiller du Président américain pour les affaires de sécurité nationale, termine un séjour de trois jours en Chine au cours duquel il a été reçu par les plus hautes autorités de l'État chinois.

La « Pravda » et l'Agence Tass ne vont pas manquer de vitupérer sur la « collusion de l'impérialisme américain et des impérialistes chinois », selon un terme qui leur est cher. Comment donc faut-il comprendre cette visite qui s'inscrit dans le cadre des relations sino-américaines renouées avec la visite de Nixon à Pékin en 1972 ? Non pas comme une « trahison » du Parti communiste chinois d'une « collusion » avec l'impé-

rialisme US comme Moscou voudrait bien nous le faire croire. Cette visite comme celles de Nixon, de Kissinger ou de Cyrus Vance, précédemment, doit être envisagée sous un double aspect.

LE RECU DE L'IMPÉRIALISME US

— Elle consacre le recul de l'impérialisme US devant les victoires du Parti communiste et du peuple chinois qui ont brisé l'encerclement dans lequel Washington a voulu les enfermer pendant tant d'années. Ce n'est pas en triomphateurs ni en maîtres arrogants que les représentants de la superpuissance américaine mettent le pied à Pékin, mais en négociateurs qui savent bien que toute leur politique antérieure a été mise en échec, que, un jour ou l'autre, il leur faudra reconnaître leur défai-

te et cesser tout soutien au régime de Taïwan dont le territoire doit être restitué à la nation chinoise. Ils savent aussi le poids que pèse la Chine socialiste dans la situation internationale d'aujourd'hui, la vigilance dont elle fait preuve face aux préparatifs de guerre que Moscou développent intensément et qui inquiètent aussi une partie de la bourgeoisie impérialiste américaine, consciente des points marqués par sa rivale soviétique.

TIRER PARTI DES CONTRADICTIONS

Une telle visite de la part du Parti communiste et des autorités de l'État chinois, s'inscrit aujourd'hui dans le cadre non pas d'un « Front uni » avec l'impérialisme US mais de l'exploitation des contradictions existantes entre les deux superpuissances : leur agressivité n'est en effet pas identique. Dans la plupart des régions du monde, c'est bien l'URSS qui actuellement est à l'offensive : sur tout le continent africain, en Asie du Sud-Est, au Proche-Orient. C'est elle qui

accélère, à un rythme fou, la course aux armements à laquelle se livrent les deux superpuissances et qui menace directement l'Europe. Le budget militaire soviétique atteindra 127 milliards de dollars en 1976 contre 102,7 millions pour les USA. Ils représentent de 12 à 15 % du produit national brut (PNB) soviétique contre 6 % pour les USA.

FAVORABLE AUX PEUPLES

Un peu partout dans le monde, les USA sont sur la défensive, en butte à des offensives de l'URSS qui tente de leur souffler des zones d'influence et de pillage. Exploiter les contradictions existantes entre les deux superpuissances en cherchant à s'opposer aux plans de la plus agressive et de la plus dangereuse est une juste politique du Parti communiste chinois qui dirige la politique internationale de la République populaire de Chine dans un sens favorable aux intérêts des prolétaires et des peuples du monde, y compris des prolétaires et des peuples américains et soviétiques.

● Pékin

La Chine condamne l'action de l'URSS et de Cuba au Zaïre

Selon l'agence « Chine-nouvelle », le ministre des Affaires étrangères Houang Houa a rencontré le 17 mai l'ambassadeur de la République du Zaïre en Chine, Tumawaku Dia Bazika à sa demande. Ce dernier l'a informé de la grave situation due à la nouvelle invasion du Shaba commise par des mercenaires à l'instigation de l'Union soviétique et de Cuba.

Le ministre Houang Houa a affirmé l'appui résolu du gouvernement et du peuple chinois au gouvernement et au peuple zaïrois engagés dans une juste lutte pour repousser l'invasion perpétuée au Shaba par les mercenaires à la solde de l'Union soviétique et de Cuba. Il a signalé en outre ceci : « Cuba, qui se dit non-aligné, n'agit nullement en pays non-aligné, poussée par l'Union soviétique, elle intervient partout dans les affaires africaines, elle joue un rôle de saboteur que l'Union soviétique ne peut pas jouer

en Afrique et dans le reste du tiers monde. Les agissements de l'Union soviétique et de Cuba en Afrique suscitent un mécontentement grandissant et une condamnation toujours

plus énergique de la part des pays africains, qui exigent que l'Union soviétique et Cuba retirent leurs troupes de l'Afrique, nous soutenons entièrement cette juste demande des pays africains ».

UNE BROCHURE A LIRE ET A RELIRE

Aux lendemains de la première agression social-impérialiste russe contre le Zaïre, en mai 1977, des communistes marxistes-léninistes zaïrois publiaient une brochure intitulée : « Zaïre, poursuivre fermement la lutte contre le social-impérialisme russe et ses laquais ».

Celle-ci reste importante aujourd'hui pour comprendre correctement les derniers éléments de la situation qui se développe au Shaba.

Au sommaire :

— La situation internationale

— Le Zaïre :

* Une tradition de résistance

* Le social-impérialisme russe, ennemi le plus dangereux de notre peuple.

* Pour un parti marxiste-léniniste du Zaïre.

Commandez-la aux Éditions APN, aux librairies « Les Herbes sauvages » (Paris) ou « La Force du livre » (Lvov). L'exemplaire : 3 F.



Pour qui Barre travaille-t-il ?

La convention du Parti républicain (giscardien) qui s'est tenue ce week-end a permis à Raymond Barre, en plein accord avec l'ensemble de ce parti bourgeois, de définir qui il sert, au service de qui se mène son troisième plan.

L'événement principal de cette convention fut le triomphe de ce que certains appellent « la ligne Poniowski ». Poniowski a défini ce que devait être le Parti républicain : un parti de soutien au président de la République, regroupant autour de lui d'autres partis de droite au sein de l'UDF.

LE DISCOURS DE BARRE

Mais derrière ce parti, derrière ce soutien au président de la République, il y a les grands monopoles, plus précisément certains d'entre eux. C'est Barre qui devait définir clairement le choix économique et politique du parti giscardien.

« Il ne faut pas se faire d'illusions : la situation de

l'emploi restera difficile au cours des prochaines années. Les difficultés résultent de trois faits : l'existence d'effectifs excédentaires dans beaucoup d'entreprises, une croissance trop rapide des rémunérations, une gestion peu satisfaisante de certaines équipes dirigeantes », a déclaré le Premier ministre.

Le premier fait intéressant, c'est que Barre déclare d'emblée que la situation restera difficile dans les prochaines années, bien sûr. Mais il y a un aspect un peu nouveau dans son discours, parce qu'un peu plus clair.

Il semble rejeter la responsabilité de cette situation difficile, non pas sur la crise internationale, l'excès des luttes revendicatives ou

autres faux arguments que la bourgeoisie met régulièrement en avant pour essayer de justifier sa politique. Cette fois-ci, il accuse certains patrons : ils embauchent trop, ils paient trop et surtout ils gèrent mal.

CONCURRENCE SAUVAGE

De toute évidence, ce sont les travailleurs qui, quoi qu'il arrive, paieront la politique gouvernementale : s'il y a trop d'effectifs, on licenciera ; s'il y a des salaires trop élevés, on les baissera ; s'il y a des mauvaises gestions, on fermera.

Barre précise : le gouvernement n'accordera son aide « qu'aux dirigeants qui méritent sa confiance et présentent des plans de redressement viables. Il ne faut pas gaspiller l'argent public en aidant systématiquement des entreprises qui ne sont pas viables ».

Cela veut dire qu'un certain nombre de patrons ne bénéficieront plus des aides de l'État pour survivre. Ils devront donc fermer, ne faisant plus face à la concurrence, n'étant plus viables. Eux, personnellement, s'en sortiront toujours, évidemment. Mais leurs entreprises devront fermer : c'est ainsi que le gouvernement



Giscard dans une « famille de Français moyens ». C'est l'image de marque. La famille de Giscard ce sont les monopoles.

refuse de soutenir encore Boussac.

Parmi les entreprises qui seront les premières touchées par ce plan Barre III, il y a bien sûr les plus petites, les PME (petites et moyennes entreprises).

QUANT AUX PME...

Depuis que le capitalisme français est devenu un capitalisme monopoliste d'État, ces petites entreprises n'ont, à la longue, que deux issues : ou disparaître sous les coups de la concurrence des gros monopoles ou devenir, d'une manière ou d'une au-

tre, des entreprises de sous-traitance de ces gros monopoles.

Le processus se passe ainsi en général : les banques liées à l'État et aux monopoles capitalistes refusent aux PME tout crédit ou leur accordent des crédits qui amèneront leur disparition tellement le taux est élevé.

Barre sait cela. C'est la politique qu'il sert. Mais cela ne l'a pas empêché de faire aux PME une promesse : un projet de loi déposé à l'assemblée, fin mai, leur garantirait

de nouveaux mécanismes financiers de crédit.

Déjà, avant les élections, tant Barre que Chirac avaient multiplié les promesses aux PME dont le gouvernement des monopoles veut gagner le soutien politique. Mais ce n'est que promesse sans lendemain.

Au service de qui travaille Barre ? Au service des monopoles, et plus précisément des plus compétitifs, de ceux qui permettent plus de profits. Pour suivre cette politique sans fard, Barre est tout prêt à tout piétiner sur son chemin.

Qui est viable ?

Qui subsistera ? Qui est viable ? Les secteurs de pointe de l'industrie, ceux que défend plus précisément le gouvernement Giscard.

Souvenons-nous, le 10 janvier 1967, en disant « Oui, mais... » au référendum gaulliste, Giscard et ses républicains indépendants commencent à faire cavalier seul. Ils sont encore peu nombreux. On trouve derrière celui qui est aujourd'hui président de la République, le trust Erpain-Schneider, le groupe bancaire de Suez, la CGE, c'est-à-dire des groupes monopolistes qui ne placent pas leurs capitaux et leurs activités dans de vieux secteurs industriels comme le textile, mais dans des secteurs de pointe : de l'atome à l'électronique.

Quoi d'étonnant à ce qu'aujourd'hui Barre, en plein accord avec tout le parti giscardien, consacre l'effondrement de ces secteurs plus anciens de l'industrie comme Boussac. Il continue à servir les monopoles qui l'ont porté au pouvoir, lui et Giscard, les monopoles de pointe.

Pour toute correspondance,
téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des
paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,

S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



CE FAMEUX VIRAGE DU PS ...

« Une balle dans la tête pour chaque communiste », c'est ce que déclaraient les chefs socialistes en 1939. Il est bon de rappeler de telles citations à l'heure où le Comité central du PCF vient nous dire que le PS a viré à droite depuis son congrès de Nantes en juin 1977...

En fait, dire que le PS a viré à droite peu avant les élections législatives, c'est à la fois semer des illusions sur ce qu'est vraiment ce parti et c'est aussi se décharger à bon compte de la défaite de la gauche.

Les vieux militants du PCF connaissent bien les socialistes et leurs chefs. En 1972, peu après la signature du Programme commun, Marchais a organisé une tournée de meetings dans tout le pays. A Lille — par exemple — quand il en arriva à parler de l'alliance avec le PS, il y avait, dans la nombreuse assistance, beaucoup d'anciens militants qui faisaient « non » de la tête, qui ne voulaient pas de cette alliance et n'applaudissaient pas cette partie du discours.

Ces vieux camarades connaissaient bien l'attitude des chefs socialistes en 1936 ou pendant la guerre d'Algérie, leur comportement de chaque jour aussi dans la CGT ou les municipalités qu'ils géraient. Et, en 1972, ils devaient oublier tout cela et se lancer dans une alliance opportuniste avec ces mêmes gens, en passant sous silence tout ce qu'ils savaient !

Qui est responsable ? Ceux qui ont pendant des années caché la vraie nature des Mollet, Defferre,

Mitterrand au nom de l'unité. Quant au PS, il n'a pas changé de nature, n'a viré ni à droite ni à gauche au long de son évolution. Il est resté un parti réformiste. Il n'y a rien de nouveau chez les chefs socialistes depuis Léon Blum qui disait qu'il voulait être un « gérant loyal du capitalisme », et dont Mitterrand se recommande aujourd'hui encore.

Le Comité central du PCF savait-il tout cela ? Oui, bien sûr. Marchais en a même parlé au Comité central, au lendemain de la signature du Programme commun. Mais ce texte resta secret : il fallait faire l'unité à tout prix.

Nous disons « à tout prix » car, à partir du moment où le PCF a fait peu à peu des élections et du passage pacifique au socialisme sa stratégie unique, il lui fallait trouver des alliés. Pour gagner les voix de la petite bourgeoisie et des couches moyennes, il fallait faire alliance avec le PS. Pour cela, le Comité central alla de concessions opportunistes en concessions opportunistes, toujours au nom de l'unité.

La cause de l'échec, ce n'est pas que le PS aurait viré à droite. C'est la conception opportuniste de l'unité qu'ont développée les deux partis du Programme commun. La responsabilité en revient à cette stratégie électorale et à ceux qui l'ont le plus voulue et développée : les dirigeants du PCF.

Philippe LECLERC

(Demain : Que pouvait-on attendre d'une alliance entre le PCF et le PS ?)



● Sauveterre-Gard

L'unité des travailleurs contre un patron de choc

Le patron de la SPRA (secteur chimie) à Sauveterre, dans le Gard, se distingue de nouveau : après des mises à pied contre les délégués syndicaux, il y a peu de temps, après les brimades en tout genre et des atteintes aux libertés syndicales élémentaires, Monsieur Rossi (grand copain de Furnon, patron de choc bien connu) licencie six travailleurs. Ayant divisé sa boîte en différentes sociétés, et sous prétexte de non-rentabilité, il espère liquider un secteur tout en se débarrassant des militants syndicaux. D'autre part, il réembourserait les autres travailleurs dans l'autre société. Contre cette nouvelle manœuvre, les travailleurs de la SPRA ont appelé à un rassemblement de soutien, le vendredi, à Sauveterre, sur la place du village. Les partis de gauche, les syndicats CGT et

CFDT ont pris la parole ; les communistes marxistes-léninistes ont également affirmé leur soutien total à la lutte.

On notait cependant l'absence de l'UD-CFDT qui a très récemment dissout antidémocratiquement l'UIS de Bagnols-sur-Cèze dont les militants étaient venus nombreux pour soutenir les copains de la SPRA.

L'unité syndicale CGT-CFDT règne à la base à la SPRA. Mais il y a beaucoup de travail à faire pour déjouer le paternalisme de ce patron de choc et mobiliser l'ensemble des travailleurs. Quant aux promesses des partis de gauche faites ce soir-là, les travailleurs verront dans la pratique et dans la bagarre à venir.

Soutenons les travailleurs de la SPRA !

Non à tout licenciement !

Correspondant HR

Nîmes

Ça bouge au supermarché Montlaur

Les travailleuses du supermarché Montlaur se sont mises en grève le vendredi 12 mai pour protester contre les conditions de travail et pour des augmentations de salaire (à Euromarché, les caissières touchent 500 F de plus par mois). Les petits chefs ont été contraints de

remplacer les travailleuses, ce qui ne manquait pas de piquant, eux qui avaient demandé leur après-midi.

Rien n'est obtenu pour le moment, mais les travailleuses, vu l'effet de surprise, pensent remettre ça sous peu. La bagarre continue !

DES MILLIERS DE VISITEURS POUR LA JOURNÉE « PORTES OUVERTES » DES TANNERIES FRANÇAISES RÉUNIES.

Dix-mille personnes environ ont visité l'usine des Tanneries françaises réunies au Puy (Haute-Loire) à l'occasion de l'opération « portes ouvertes », qui s'est déroulée durant le week-end.

Répondant à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, FEN, de nombreux visiteurs se sont rendus à l'usine de la Petite-mer, à Chadrac, dans la banlieue du Puy. Des délégations syndicales sont également venues par solidarité, de Bort-les-Orgues, Annonay et de Clermont-Ferrand.

Les syndicats CGT, CFDT et FO avaient annoncé samedi qu'ils organiseraient, vendredi prochain 26 mai, une journée « ville morte » au Puy pour protester contre les derniers licenciements touchant 562 salariés dont 392 au Puy.

GREVE AU CENTRE DE TRI DE NEVERS

Le personnel du centre de tri du bureau de poste principal de Nevers (Nièvre) s'est mis en grève, vendredi matin, à l'appel de la CGT. On relève aussi d'importantes perturbations dans les services téléphoniques. Par ce mouvement, les grévistes entendent dénoncer leurs conditions de travail et exiger le paiement d'heures supplémentaires.

« COURRIER DU MIDI » A MONTPELLIER

Grève de 24 h, le lundi 22 mai, pour des augmentations de salaire : 250 F pour tous.

COMPAGNIE DES TRANSPORTS MONTPELLIERAINE (CTM)

Les travailleurs seront en grève de 24 h reconductibles pour des augmentations de salaire.

Première victoire des habitants

Le prix du chauffage baisse de 17 % à Villejean (Rennes)

Depuis quatre ans, les habitants de Villejean étaient toujours en lutte contre la Sobrec qui avaient imposé un prix de chauffe exorbitant. A la suite de hausses particulièrement fortes en 1974, un large mouvement de masse contre les profits scandaleux réalisés par la Sobrec sur le dos des habitants s'était déclenché. A cette occasion, les habitants s'étaient dotés d'une organisation de lutte efficace et représentative de l'ensemble du quartier : le comité de coordination de l'Action-chauffage. En 1975, la grève des charges est décidée, et par ce blocage des paiements, les habitants maintiendront leur pression jusqu'au bout.

A la veille des négociations, la détermination des habitants est aussi forte qu'au début. Malgré la longueur de la lutte, les habitants répondent présents et se remobilisent dès que commencent à circuler les premiers bruits selon lesquels l'expertise serait accablante pour la Sobrec ; la tâche n'est pourtant pas facilitée par le nouveau maire PS qui refuse de révéler quoi que ce soit du contenu du dossier...

SE FAIRE ENTENDRE

Les habitants protestent, et au cours de l'assemblée générale du 11 mai, ils réaffirment avec force :

- Pas de négociations sans nous,
- Remboursement du trop-perçu par la Sobrec depuis le début.
- Arrêt immédiat des poursuites engagées par la Sobrec contre ceux qui bloquent leurs charges.

Car la lutte, pour les habitants, ne se réduit pas à la seule baisse, pour l'avenir, du prix du chauffage. C'est en fait la reconnaissance de leur lutte, des moyens d'action qu'ils se sont donnés, qui apparaissent à travers ces revendications.

Et le maire est bien obligé d'en tenir compte : le comité de coordination parvient à se faire entendre entre les deux tours des négociations : les deux dernières revendications feront partie des discussions Villejean-Sobrec, mais sans participation directe des habitants.

LES PREMIERES MESURES

Le 16 mai, le maire annonce :

- Baisse de 17 % du prix de la kilothermie (unité de chaleur)
- Arrêt immédiat des poursuites.

- La question du remboursement sera négociée le 1er juin prochain.

Le quartier maintient sa mobilisation, une nouvelle assemblée générale est décidée pour le 23 mai.

Mais d'ores et déjà, les habitants savent qu'ils ont marqué un premier point. Pourtant, petites et grandes manœuvres se sont multipliées ces temps derniers : sentant la victoire proche, tous les politiciens se ré-

veillent. Chacun cherche à tirer la couverture à soi...

A QUI APPARTIENT LA VICTOIRE ?

Pour le maire PS, c'est clair et net : la victoire, c'est lui ! L'action chauffage, c'est « son » affaire. Pour tenter de redorer un blason quelque peu terni à Villejean comme ailleurs, le maire tient à bien mener seul ces négociations. « Faites-moi confiance, dit-il, vous me jugerez après ! » Et au soir du 16 mai, la ville publie son chant de victoire : « Succès de l'action muni-

cipale : baisse de 20% du chauffage »...

Le PCF, dans cette affaire, a adopté une autre attitude : par l'intermédiaire de l'adjoint S. Huber chargé par la ville du dossier, il joue la carte : reconnaissance de la lutte des habitants.

Alors que le maire a refusé de révéler le contenu de l'expertise, l'adjoint, lui, convoque les habitants et dévoile tout... Dans un tract distribué à tout le quartier, la cellule PCF appelle même - fait nouveau - à soutenir toutes les initiatives du comité de coordination. Peut-être ce changement est-il le reflet des rivalités internes à la gauche.

Mais nous savons aussi que la base sur laquelle s'appuie le PCF dans le quartier n'a jamais compris ni accepté le sabotage ouvert de l'action, sabotage qu'a développé le PCF dans le passé.

Et les communistes marxis-

tes-léninistes ne peuvent que se réjouir lorsque se développe l'unité à la base la plus large possible, contre le capitalisme.

UNITÉ A LA BASE

C'est d'ailleurs aujourd'hui le sentiment général quelles que soient les tentatives des uns et des autres pour s'attribuer la victoire, les habitants, leurs organisations de quartier, tirent aussi le bilan de la lutte et de la victoire. L'expérience acquise au cours de ces quatre ans est irremplaçable. Les principes de lutte et d'organisation qui ont guidé l'action depuis le début, c'est cela qui a payé aujourd'hui. Et comme vient de le rappeler dans son bulletin la cellule Guy Mocquet du PCMLF, nul doute que les habitants sortent victorieux de cette bataille, renforcés et plus confiants encore pour d'autres luttes à venir contre le capitalisme.

Oui, dès aujourd'hui, des victoires sont possibles contre le capitalisme !

● Hôpital La Colombière Montpellier

Renforçons la solidarité et le soutien



L'intervention des flics à la Colombière.

Lundi 22 mai était le 12e jour de grève à l'hôpital de La Colombière.

Les grévistes se sont organisés en petits groupes pour sillonner le CHR afin de discuter avec les indécis, contrôler le nombre de grévistes, assurer la sécurité. Mais ils vont aussi rencontrer les sections syndicales

des autres hôpitaux. Ils veulent rencontrer le préfet, le directeur du CHR. Bref, ils ont mis sur pied un plan d'attaque pour harceler la direction.

Le soutien leur fait défaut et ils sont isolés. Diverses manœuvres ont déjà été tentées afin de briser la grève - suspension à

l'initiative des permanents de l'UL-CGT de la grève pendant le week-end, attaques du journal PCF « La Marseillaise » contre la CFDT « irresponsable ».

Mais tous les travailleurs, syndiqués et non-syndiqués, sont unis et ont évité la division qu'auraient pu amener de tels actes.



Les négociations syndicats-CNPF

L'arrogance du patronat

Bien des travailleurs sont hostiles à la politique « d'ouverture sociale » dans laquelle se sont engouffrées les directions syndicales. Cette politique est celle du pouvoir et ils ont le juste sentiment qu'en entrant dans ce jeu, les directions syndicales engagent les syndicats sur le terrain du pouvoir, ce qui est évidemment néfaste pour tous les travailleurs. Cela s'est exprimé fort clairement au congrès du syndicat des journalistes CFDT (voir page une), comme cela s'exprime un peu partout à la base.

Les directions syndicales justifient leur attitude par un soi-disant réalisme : dans la période de démobilité actuelle, disent-elles — démobilité que les nombreuses luttes en cours tendraient plutôt à démentir —, il faut bien essayer d'obtenir par la négociation ce que l'on n'obtient pas sur le terrain. Et puis, elles ont tellement demandé de telles négociations, au plus haut niveau, par le passé ! C'était un objectif constamment fixé aux luttes, aux journées d'action...

RIEN DE GAGNÉ

Mais qu'ont-elles obtenu à ce jeu là ?

L'arrogance renforcée du patronat ! Qu'on en juge par la lettre envoyée aux syndicats par le CNPF, dans laquelle celui-ci définit « les thèmes et méthodes de négociations ». Selon lui :

— Il voudrait « ramener les 90 % pour licenciement économique à 70 % ». Il appelle ça « remodeler l'indemnisation du chômage dans un sens plus égalitaire ».

— Il voudrait définir un « minimum annuel garanti de ressources », ce qui lui permettrait de payer des mois en-dessous du SMIC.

— Pour la durée du travail, il propose une commission paritaire d'experts, syndicats-patronat qui, après avoir fait des dossiers, discuté, pourrait se mettre d'accord et proposer au gouvernement « un projet de loi abolissant la loi de 1936 sur les 40 h », après quoi les partenaires sociaux « négocieraient des contrats spécifiques par branche » !

DES ACQUIS REMIS EN CAUSE !

En fait de négociation, c'est une attaque directe contre d'importants acquis sociaux, ce que dit d'ailleurs Robert Telliez, dans le dernier numéro de « La vie ouvrière » (hebdomadaire de la CGT). Dans son

article, Telliez dit aussi « qu'il faut empêcher que la CFDT soit poussée sur la pente savonneuse de la collaboration de classe ».

Louable souci ! Mais les dirigeants CGT se mettent bien dans le même bateau et ils iront avec Maire discuter de telles propositions ! Ils s'y sont même préparés ensemble et « dans un climat studieux », dit-on !

Depuis le début de la crise, gouvernement et patronat n'ont cessé de lancer de dures attaques contre les travailleurs. Pendant des années, en détournant l'action syndicale dans l'impasse des partis de gauche et du Programme commun, les Séguy-Maire ont empêché la lutte efficace contre les plans Barre I et II. Les mêmes, aujourd'hui, en s'engageant dans la politique patronale de soi-disant ouverture sociale, désarment encore les travailleurs face au plan Barre III.

● Dehe-Dijon

Un rassemblement qui permet d'élargir le soutien



Organisé par les syndicats CFDT-cheminot et construction-bois et par les grévistes de Dehe (qui en sont maintenant dans leur 4e semaine de grève), le rassemblement de soutien de la semaine dernière a regroupé deux-cents personnes à l'ancienne gare de Plombières-Canal (où se trouvent les wagons-dortoirs des travailleurs immigrés).

Les participants, venus à l'appel des syndicats organisateurs et des partis marxistes-léninistes ont pu ainsi se rendre compte de près des conditions de vie et de travail de ces ouvriers, et c'est avec la volonté de faire connaître et soutenir le plus largement possible cette lutte exemplaire qu'ils se sont séparés. Ainsi, par exemple, des lycéens présents ont décidé de réaliser des panneaux et des tracts pour populariser cette grève dans leurs établissements.

Des collectes et des interventions publiques sur les marchés, à l'initiative des marxistes-léninistes, ont permis de rassembler des fonds

de soutien...

Cette première manifestation de soutien dijonnaise

est un succès ; elle permettra d'élargir la solidarité et la mobilisation afin d'em-

pêcher l'expulsion des travailleurs par les flics.

Correspondant HR-Dijon

● Moutiers-au-Perche (Orne)

Rassemblement de soutien à la famille Gricourt, menacée d'expulsion

A l'appel du Comité de défense des Gricourt, ce couple de fermiers menacés d'expulsion par leur propriétaire (voir HR No 891) dans l'Orne, une centaine de personnes se sont retrouvées le dimanche 21 mai à la ferme des Gricourt.

Elles ont nettoyé le champ d'ajoncs qui donne prétexte à l'expulsion.

Fallait voir tous ces gens travailler avec ardeur pour arriver à relever le défi de cette journée. Le résultat est extrêmement positif. A 16 h 30, le champ était complètement netto-

yé ! On voyait là concrètement le résultat du soutien et du travail collectif. Tous étaient très satisfaits de cet effort.

Une assemblée générale a eu lieu vers les 17 h. Elle fut suivie avec beaucoup d'intérêt. Un appel fut lancé pour s'opposer à l'expulsion

de la famille Saintot à Montbizot dans la Sarthe.

Deux petits paysans, l'un de la Sarthe et l'autre de la région de l'Aigle, prirent la parole pour exposer leur cas. Ils sont aussi tous deux menacés d'expulsion. En fait, la famille Gricourt n'est pas un cas isolé. Des propositions furent faites, tant pour le cas des deux petits paysans que pour les Gricourt et l'on décida de revoir tout cela à l'assemblée générale du Comité de défense le 16 mai.

Correspondant du Perche

Souscrivez et faites souscrire

Nous demandons aux lecteurs, groupes de lecteurs et aux organisations de base des communistes marxistes-léninistes de France de mentionner à l'intérieur de l'enveloppe dans laquelle ils nous envoient des souscriptions : la ville et le département où ils se trouvent. Cela facilitera le travail de l'administration. Ne manquez pas non plus de nous adresser de courts récits expliquant par exemple, comment vous vous y êtes pris pour réussir une souscription de masse ou par quels moyens vous comptez réaliser votre plan de souscription. Mettons l'émulation entre différentes villes et campagnes de France au service de la bataille financière et politique, dans le cadre bien entendu des possibilités inégales et différentes et en essayant de développer la souscription de masse.

Envoyez-nous sans hésiter vos suggestions et remarques.

Supplément à réabonnement

A	150 F
B/C.H.	50 F
H/I	120 F
L/G	25 F
A/L	14 F
B/P	150 F
Q/M	50 F
L/M.C	60 F
E/N	40 F
P/J.B	95 F
S/J.P	25 F
B/T.H.	5 F
C/M	12 F
L/Y	180 F
B/M.N	45 F
C/M	120 F
G/R	25 F
F/A.M	60 F
R/M	220 F
G/P	30 F
R/CH	10 F
L/B	20 F
G/R	10 F
F/F	70 F
J/D	60 F
94	119 F
C.D Catelas	5 F
Une travailleuse immigrée	200 F
Pour les 100 millions	
Des stagiaires - stages	
PCMLF d'éducation (avril)	688 F
Pour la bataille des 100 millions	
Meeting/Nantes	120 F
Un employé municipal	200 F
C.D Seimandi	110 F
Un enseignant soutien au quotidien	200 F
CDAG P. Semard L/S	160 F
C.D Politzer	68 F
Soutien hebdo (mai) M/D	60 F
Soutien à HR M/PH	15 F
C.P Commune de Paris du PCMLF	400 F
Un camarade sur son salaire	500 F
Centre-Bretagne	500 F
Supplément à réabonnement L/D	10 F
C.D Ho Chi-minh	271 F

Nouveau total au 17/5/1978. 163 624 F

ABONNEMENT

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :
Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

L'extension de l'apprentissage sur le tas *Apprendre à ... balayer*

Depuis plusieurs années, se développe à côté des CET une filière de formation concurrente dans des « Centres de formation d'apprentis » (CFA).

L'enseignement qui est dispensé est basé sur l'alternance école-entreprise. La formation générale et théorique est assurée dans les CFA. La formation professionnelle pratique n'est pas, comme dans les CET, confiée à des professeurs, mais est censée être donnée directement dans ces entreprises. Avec le développement des CFA, nous assistons à un redémarrage de l'apprentissage sur le tas. Le patronat, avec l'aide gouvernementale, veut reprendre aux CET une « formation » qui leur avait en partie échappé en 1947 par la création des centres d'apprentissage, ancêtres des CET et qui a été remise en route par Royer quand il était ministre.

Cet apprentissage qui dure trois ans se décompose comme suit : la première année en 2/3 de CFA, 1/3 d'usine, la seconde année dans le partage du temps à égalité entre les deux et en troisième année, en 1/3 d'apprentissage en CFA et 2/3 d'usine.

Très souvent, les patrons en fait, refusent de donner un apprentissage digne de ce nom aux apprentis et leur font faire un travail qui ne demande pas de qualification. Il n'est pas rare que ces apprentis soient employés durant une partie de leur

temps à l'usine à balayer par exemple.

UNE FORMATION AU RABAIS

On conçoit donc facilement que les patrons voient d'un très bon œil l'extension de cette forme d'apprentissage qui leur permet de bénéficier d'une main-d'œuvre à bon marché (les apprentis sont évidemment sous-payés), à qui ils font faire le travail d'un ouvrier non-qualifié ou qualifié si le jeune en est capable. Les jeunes, quant à eux, reçoivent une formation au rabais qui ne facilitera pas leur insertion dans la production. Le gouvernement a développé délibérément ce type d'apprentissage sur le tas.

Le budget de 1978 lui accorde une aide de 711 millions de francs, soit une augmentation de 67 % par rapport au budget 1977. Le budget pour les CET, lui, a diminué dans le même temps de 14 %.

Patronat et gouvernement continuent donc leur offensive pour intensifier l'exploitation des jeunes qui sont parmi les principales victimes de la crise de l'économie capitaliste. Rappelons que le pouvoir a décidé de reconduire la formule des stages formations-emplois (en l'adaptant), formule très profitable aux capitalistes.

● Rouen Lecanuet interdit un meeting de l'AMFP

Samedi dernier, était prévu à Rouen, un meeting de l'Association médicale franco-palestinienne (AMFP) pour soutenir la lutte du peuple palestinien. Vendredi, on apprenait que Lecanuet était revenu sur l'autorisation de fournir la salle.

Les militants de l'AMFP ont alors demandé des explications sur le fait que la mairie autorisait la tenue de meetings fascistes et refusait à une organisation humanitaire de s'exprimer. Ils ont pu s'entendre répliquer : les fascistes au moins, on sait ce qu'ils veulent tandis que

vous, vous vous maquillez d'un masque humanitaire tout en soutenant l'OLP.

En fait, le problème est bien là, ce que refuse Lecanuet, c'est que la lutte du peuple palestinien soit popularisée.

Malgré l'interdiction de manifester, nous nous sommes rassemblés samedi soir et à plus de 300, nous avons parcouru les rues de la ville, protestant contre l'interdiction du meeting et de la manifestation, aux cris de « Palestine résiste et vaincra ! ». Un premier pas pour riposter...

Le rapport Nora-Mic sur la télé-informatique

Réorientation de l'économie et sacrifices pour des milliers de travailleurs

Simon Nora et Alain Mic, deux hauts fonctionnaires, viennent de rendre public le contenu d'un rapport de mille pages, préparé depuis un an à la demande de Giscard.

Ce rapport porte sur l'utilisation de l'information associée aux télécommunications. Il consiste à pousser jusqu'au bout la logique du développement de ces deux techniques et à les utiliser à l'échelle la plus vaste possible et dans tous les domaines. Le danger pour les travailleurs d'un tel projet destiné à sauvegarder les profits des monopoles capitalistes est énorme.

La nouvelle technique qui couple informatique et télécommunications (ou « télématique ») consiste à mettre sur informatique le maximum de renseignements, dans les domaines les plus variés possible, allant de la fabrication des automobiles jusqu'à l'établissement de dossiers médicaux en passant par la gestion des banques etc. Sur la base de ces renseignements, il s'agit ensuite d'automatiser au maximum la production et tous les secteurs d'activité économique.

La principale préoccupation de ce rapport, c'est de donner à l'économie une orientation qui la mette à l'avant-garde de la concurrence internationale. La télématique, selon les auteurs, permet de

développer la « nouvelle croissance » chère à Giscard et dont le rapport envisage les objectifs et les moyens.

LA RECHERCHE FORCENÉE DE NOUVEAUX MARCHÉS

En ce qui concerne les objectifs, ils sont constitués par la recherche de nouveaux débouchés à l'industrie française. La « télématique » offre ces débouchés, en créant des besoins nouveaux et en permettant la production de nouveaux équipements. Si, par exemple, la gestion des banques, des assurances est automatisée au maximum, si le travail effectué par les postiers l'est lui aussi (et cela est déjà le cas) à

grande échelle etc., cette automatisation forcée exigera des équipements nouveaux et nombreux. Il y a là un marché encore ouvert dont l'économie française doit se saisir. La « télématique » permettra aussi de créer, de toute pièce, artificiellement, de nouveaux besoins dans le domaine de l'information, de la radio, des loisirs, dans la recherche, etc. Ainsi, l'appât des débouchés va exiger une nouvelle orientation de l'industrie, à laquelle le capitalisme français doit se préparer, s'il veut arriver parmi les tout premiers. Telle est l'une des conclusions importantes de ce rapport.

LE GRAND MOT : PRODUCTIVITÉ

Les moyens pour arriver à la « nouvelle croissance » peuvent se résumer en un mot : productivité. Si l'automatisation du travail est généralisée, elle rend inutile le travail de nombreux employés et ouvriers et permet une grosse économie sur les salaires. Dans les centres de tri, les machi-

nes à trier fonctionnant automatiquement ont déjà remplacé des milliers de postiers et supprimé autant d'emplois. Il est inévitable qu'une telle réorientation, si elle a lieu (et cela sera le cas, du moins en partie), provoque une très grave crise de l'emploi et un nombre très important de licenciements. Cela est froidement envisagé par les auteurs dont l'unique souci est le profit capitaliste. Ils prévoient, en effet, que les deux millions d'employés de bureau seront durement touchés dans leur emploi. Ils indiquent que les objectifs du 7e plan, en matière d'emploi (création de 215 000 emplois dans l'industrie en solde net et de 1 335 000 emplois dans les services, le bâtiment etc.) sont beaucoup trop élevés.

Ainsi donc, ce rapport, salué par la presse comme l'un des plus importants de ces dernières années, offre, pour les travailleurs, des perspectives très dangereuses, tant du point de vue de l'emploi et des salaires (qui en découlent) que de celui des libertés. Nous y reviendrons prochainement.

● Paris-19e Fête de quartier

Au 49 rue de Flandre, local menacé d'expulsion, une fête a eu lieu samedi après-midi. Les organisations du quartier y tenaient des stands : écologistes, groupes femmes, étudiants d'architecture, AFC, Amis de la terre. Le Comité de coordination des Foyers Sonacotra avait été invité et tenait également une table.

Cette fête du quartier était aussi une réponse aux menaces d'expulsion de ce local et d'autres immeubles de la rue de Flandre : une autoroute urbaine (!) doit en effet y être construite, en plein milieu des habitations.

Une centaine de personnes - dont beaucoup d'immigrés - sont passés au local de la fête, qui s'est clôturée le soir par un bal aux Buttes-Chaumont, auquel 200 personnes du quartier ont participé.

Correspondant HR 19e

● Vesoul «Radio Horizon» investie par la police

Les animateurs de « Radio Horizon », une radio libre de Vesoul (Haute-Saône), dont l'émetteur a été saisi par la police, ont décidé de porter plainte pour voies de fait, abus de pouvoir et violation de domicile. Au cours d'une conféren-

ce de presse, samedi après-midi, les quatre animateurs de la station ont précisé que le studio d'où ils émettaient, situé dans le grenier d'un immeuble du centre-ville, avait été investi par la police dans la soirée du jeudi 18 mai. Tout le matériel, dont

l'émetteur de 80 watts, a été saisi. Les responsables de la station ont été interpellés et interrogés au commissariat. « Radio-horizon » avait émis pour la première fois le 16 mai. En modulation de fréquence, ne diffusant qu'un programme musical.



A Montpellier, comme à Vesoul, les flics avaient aussi investi une radio-libre. Mais là, leur coup avait raté.

Déclaration commune de 5 organisations africaines (Extraits)

L'URSS est aujourd'hui l'ennemi le plus dangereux des peuples d'Afrique

... Pour préparer la guerre-éclair d'occupation armée de l'Afrique nord-orientale, les expansionnistes de Moscou ont tout d'abord, en novembre 1977, établi, durant trois semaines, un colossal pont aérien de plus de 220 avions gros porteurs, soit près de 15 % de la capacité de transport de toute la flotte aérienne soviétique.

Ils ont ainsi acheminé en Éthiopie et dans les ports de Maputo (au Mozambique) et d'Aden (au Yémen méridional), en suivant bien sept itinéraires différents et à travers une dizaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe, d'énormes quantités d'armements parmi les plus modernes et sophistiqués de l'arsenal militaire de l'URSS et transporté plus de 20 000 soldats soviétiques et mercenaires cubains, sud-yéménites et de certains pays du Pacte de Varsovie.

Des unités de guerre des flottes navales soviétiques qui patrouillent de façon permanente dans la mer Noire, dans la Méditerranée et dans l'océan Indien, ont soutenu et protégé le pont aérien alors qu'un satellite militaire, mis en orbite dans ce but, a servi de relais de commandement et de supervision de toute l'opération.

DES GUERRES LOCALES AU SERVICE DE PROJETS PLUS AMBITIEUX

La « guerre locale » suscitée par les nouveaux tsars dans la corne de l'Afrique fournit donc le prétexte pour mener une vaste manœuvre stratégique en vue du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale et pour perfectionner « sur le terrain », en Ogaden et en Érythrée, une « tactique d'emploi d'hélicoptères » en grand nombre (près de 150) et dans un dessein offensif.

L'Union soviétique qui a installé son propre état-major à Addis-Abeba, déchaine, au moyen des chasseurs-bombardiers et de l'artillerie hélicoptérée, de véritables bombardements terroristes au canon contre les masses sans défense des villes, contre les récoltes, le bétail et toutes les ressources économiques de la région. Dans l'Ogaden, Jigjiga, peuplée d'environ 40 000 habitants, est rasée, de même que Hara et Diré-Dawa, etc. La politique de la terre brûlée est étendue à des cités - Hargheisa, Berbéra, Borama, etc. - de la République démocratique de Somalie et à celles - Massawa, Keren, Agordat, Tessenei, etc. - de l'Érythrée encerclées depuis un certain temps par le Mouvement de libération érythréen.

Du reste, le social-impérialisme déclare bien haut sa détermination de renverser le gouvernement légal de la Somalie et d'instaurer un pouvoir fantoche qui annulerait les courageuses mesures patriotiques prises en novembre dernier par le

pays ; dénonciation et révocation du « traité de vingt ans d'amitié et de coopération » somalo-soviétique ; démantèlement des bases militaires terrestres et aéronavales ; expulsion des « conseillers militaires et civils » russes ; réduction au minimum du personnel (agents du KGB) de l'ambassade de l'URSS.

DIVISER POUR RÉGNER

La bande de Brejnev ne recule devant aucun complot, en divisant les mouvements de libération surtout, pour décapiter la lutte armée patriotique antihégémonique du peuple érythréen qui a remporté, depuis 17 ans, d'importantes victoires contre les anciens dominateurs américains et le régime de la réaction monarchiste, aujourd'hui défunt.

Les nouveaux tsars se sont substitués, à la faveur du coup d'État antimonarchique et de l'avènement du DERG et à la suite d'intenses luttes internes, à l'impérialisme américain dans la domination de l'Éthiopie. Ils se sont servis des graves contradictions laissées en héritage par le colonialisme européen en Ogaden, en Érythrée et en Somalie pour fomenter la division et la guerre dans la région et tenter d'imposer leur rêve d'une « grande fédération » comprenant l'Éthiopie, la Somalie, Djibouti, l'Érythrée et le Yémen méridional, qui serait placée sous leur sphère d'influence.

La corne de l'Afrique constitue une proie particulièrement appréciée par le social-impérialisme comme l'illustre parfaitement une récente déclaration à la télévision soviétique, en date du 3 février 1978, d'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères à Moscou : « La corne de l'Afrique revêt d'abord et avant tout une importance militaire, politique et économique qui réside dans sa position de point d'attache des deux continents d'Asie et d'Afrique. Il existe nombre d'excellents ports maritimes dans le golfe persique et l'océan Indien. De plus, on y trouve des routes maritimes qui relient les pays producteurs de pétrole à l'Amérique et à l'Europe ».

La tentative soviétique de mainmise sur les pays de la mer Rouge représente donc une étape nouvelle dans l'aggravation de la dispute pour l'hégémonie mondiale entre l'URSS et les USA et l'accélération des préparatifs de guerre. Les expansionnistes soviétiques veulent s'emparer de tout notre continent.

L'Afrique présente, en effet, un grand intérêt stratégique pour le social-impérialisme russe. Elle est la source de matières premières vitales pour l'économie européenne. C'est au large de ses côtes que transitent l'essentiel des pétroliers allant du Moyen-Orient à l'Europe. Soumettre le continent africain

à sa domination serait donc pour Brejnev un pas important dans la conquête de l'Europe, enjeu principal de sa rivalité avec l'impérialisme américain et vers la troisième guerre mondiale qu'ils préparent.

OPPOSER LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION ENTRE EUX

Déjà en 1975, le Kremlin a tiré avantage des divergences au sein du mouvement de libération de l'Angola et de la tactique de la guerre-éclair pour coloniser ce pays. L'Angola est maintenant une tête de pont pour la course éperdue des nouveaux tsars en direction de l'Afrique australe et de l'Atlantique-sud.

En mars 1977, la clique de Brejnev a fait envahir le Zaïre par des mercenaires à sa solde afin de tailler net l'Afrique en deux à la hauteur de l'Équateur.



Combattants érythréens.

Elle s'efforce frénétiquement de se servir, comme d'un tremplin, de l'impétueux développement de la lutte patriotique armée contre les régimes fascistes de minorités blanches de l'Afrique australe pour opposer les mouvements de libération entre eux et préparer des solutions de type angolais au Zimbabwe, en Namibie et en Azanie. Au Soudan, en Égypte et tout récemment en Somalie, les nouveaux tsars ont fomenté plusieurs coups d'État tout en encourageant les aventures de la Libye contre le Tchad ou en soufflant, en concurrence avec l'impérialisme américain, sur le feu de conflits locaux comme au Sahara occidental.

Le social-impérialisme est aujourd'hui l'ennemi le plus dangereux, le plus féroce et le plus menaçant des peuples et pays africains. C'est le seul pays impérialiste qui conquiert, d'une année à l'autre, de nouvelles colonies sur notre continent.

IMPATIENTE DE CONQUÉRIR TOUTE L'AFRIQUE

Cependant, tout comme leurs aînés impérialistes, les nouveaux tsars ne peuvent se soustraire à la loi inexorable de l'histoire. Ils n'ont pu échapper à une humiliante défaite au Zaïre ; ils ont été malmenés au cours des contre-offensives vigoureuses et tumultueuses du Soudan, de l'Égypte et de la Somalie. Ils ne cessent de prendre des coups dans les zones où ils ont pénétré profondément comme le Mali, la Guinée, le Congo, etc. Il est certain qu'ils ne renonceraient pas à assujettir de nouveau la Somalie pour asseoir leur hégémonie dans la corne, à encercler le Soudan et l'Égypte, à assiéger l'Arabie Séoudite, le plus grand fournisseur de pétrole de l'Occident, dans la perspective d'améliorer leur position face au Moyen-Orient aux dépens de leur rival américain. Dans l'impatience de conquérir toute l'Afrique et le Proche-

est aujourd'hui essentiel de soutenir fermement l'héroïque résistance des peuples de la corne pour :

- La défense de l'indépendance nationale de la Somalie ;
- Le droit à l'autodétermination et à la conquête de la libération et de l'indépendance nationales pour les peuples de l'Érythrée et de l'Ogaden ;
- Une solution des problèmes de la corne et de tout le continent en dehors de tout contrôle et intervention de l'Union soviétique et des États-Unis ;

- L'unité des peuples et des pays de la région contre les visées expansionnistes et agressives des sociaux-impérialistes et de leurs mercenaires cubains.

Nous lançons un appel solennel à tous les étudiants et travailleurs africains patriotes, à toutes les forces anti-impérialistes et antisocial-impérialistes du tiers monde et françaises pour qu'ils s'unissent à nous dans la dénonciation et la lutte contre l'agression social-impérialiste.

liste dans la corne et dans toute l'Afrique.

*A bas le social-impérialisme soviétique !
Le social-impérialisme soviétique, comme l'impérialisme américain, est un iigre en papier !
Mercenaires cubains hors d'Afrique !*

Victoire aux peuples de la corne de l'Afrique !

*Vive la lutte des peuples africains et arabes contre l'hégémonie des deux superpuissances, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme !
Vive le front uni mondial anti-hégémonique !*

AGEG (Association générale des étudiants du Gabon).
ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores)
GDN (Guinéens pour la démocratie nouvelle)
UNECA (Union nationale des étudiants centrafricains)
UNEK (Union nationale des étudiants du Kamerun)
Titres et intertitres sont de la rédaction de l'« Humanité rouge ».

LES PEUPLES DE PLUS EN PLUS CONSCIENTS ET VIGILANTS

Les peuples africains dérangés constamment, par leurs luttes, les plans de guerre des deux superpuissances impérialistes, l'URSS et les USA, et retardent l'éclatement d'un conflit mondial. C'est pourquoi il

CHILI : GREVE DE LA FAIM DES FAMILLES DE DISPARUS : Les familles de Chiliens présumés détenus ou disparus ont commencé lundi à Santiago une grève de la faim illimitée. Les grévistes de la faim, qui réclament des informations sur les lieux de détention de leurs parents, se sont regroupés dans trois églises catholiques de la capitale et au siège de l'UNICEF (Fonds international de secours à l'enfance).

INSURRECTION DANS UNE MINE SUD-AFRICAINE : Treize mineurs noirs ont été blessés et seize autres arrêtés au cours d'incidents, dimanche soir, à la mine d'or « *Président Steyn* » appartenant à l'« *Anglo-American corporation* », à Welkom, à 250 km au sud-ouest de Johannesburg.

La protestation des mineurs contre la nourriture qui leur était servie s'est transformée en véritable insurrection, durement réprimée par les autorités racistes. Des dégâts estimés à plus d'un million de dollars ont été causés aux quartiers d'habitation des mineurs. Plus de 500 mineurs, sur les 15 000 travaillant à la mine, auraient été « *autorisés à rentrer chez eux* », ce qui, dans la langue des patrons racistes signifie « *licenciés* ».

Ce fait témoigne de la grande combativité des prolétaires noirs en Azanie (Afrique du Sud). De même, moins de trois semaines après l'arrestation de ses principaux dirigeants, le comité d'action de Soweto qui regroupe de nombreux patriotes azaniens a élu ses nouveaux responsables. « *Nous ne nous laisserons pas intimider par les arrestations et les détentions* », a déclaré son nouveau Président, « *et continuerons de lutter avec détermination pour la résolution des aspirations des Noirs* ».

NOUVELLE CONDAMNATION INTERNATIONALE POUR ISRAËL : L'assemblée mondiale de la santé (OMS) a condamné lundi Israël à propos de la situation sanitaire de la population arabe dans les « *territoires arabes occupés, y compris la Palestine* ».

Cette résolution présentée par treize pays, auxquels se sont joints en tant que co-auteurs, quinze autres, a été approuvée par soixante trois pays, vingt et un ont voté contre dont les États-Unis, le Canada et les neuf de la CEE et douze se sont abstenus.

Les auteurs de la résolution « *expriment la profonde préoccupation que leur inspirent la médiocre situation sanitaire et psychologique des habitants des territoires arabes occupés* ». Ils condamnent « *les pratiques inhumaines auxquelles sont soumis les prisonniers arabes* ».

Le texte condamne également Israël « *pour son refus d'appliquer les résolutions de l'OMS qui le mettent en demeure de permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées de regagner leurs foyers* ».

ENCORE DES REMOUS CHEZ LES RADICAUX DE GAUCHE : Albert Lopez, président de la Fédération des Alpes maritimes du MRG, adjoint au maire de Cannes, a démissionné lundi du mouvement ainsi que trois conseillers municipaux cannois, également membres de la Fédération des Alpes-maritimes du MRG.

Ils manifestent ainsi leur désaccord avec l'élection de Michel Crépeau à la présidence du mouvement, qui marque le maintien du MRG dans l'orbite de la défunte Union de la gauche.

REPRISE CHEZ TERRIN A MARSEILLE : C'est la rage au cœur que les salariés du groupe de réparation navale « *Terrin* », reprendront sans doute le travail ce mardi matin, après 26 jours de grève.

Vendredi, une majorité de grévistes s'étaient prononcés contre la reprise malgré que la CGT ait fait de discrètes pressions en ce sens. Lundi, un vote majoritaire se dégageait, à bulletins secrets, pour la reprise. 561 travailleurs toutefois s'étaient prononcés pour la poursuite de la grève, estimant que les solutions de renflouement de la société promises n'étaient « *qu'un leurre* » et exigeant d'obtenir des garanties sur l'annulation des 825 licenciements annoncés. La CGT et la CGC avaient exprimé leur désir de voir mettre fin à la grève sous prétexte que l'« *outil de travail, menacé par la liquidation, peut et doit être préservé, sans que soit compromise pour autant la défense des camarades touchés par les licenciements* ». On se demande bien comment s'effectuera une telle défense en l'absence d'un rapport de forces créé par la lutte !

MACHINISTES RATP : OU EN EST LE MOUVEMENT ?

Après la manifestation de jeudi dernier, l'heure de grève en début de poste (qu'est la proposition syndicale) démontre son inefficacité : service peu perturbé et participation difficilement mesurable. Mais cela n'a pas amoindri la combativité des machinistes et il est probable que des formes d'action renforcées seront prochainement mises en place : grève tournante par secteur par exemple.

Sommet franco-africain Les pays africains dénoncent les agressions

Depuis lundi matin se déroule à l'Élysée la cinquième conférence franco-africaine à laquelle participent vingt-et-un pays africains : Bénin, Burundi, Niger, île Maurice, Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo, Rwanda, Djibouti, Haute-Volta, Congo, Guinée-Bissau, Zaïre, Tchad, Gabon, Mauritanie, empire centrafricain, Mali, Seychelles, Cap Vert et Sao Tome Principe.

Giscard d'Estaing a affirmé, lundi, en ouvrant ce sommet que la responsabilité principale de la sécurité des États africains appartient aux pays directement concernés : « *Nous devons refuser que la politique des blocs ne ravage l'Afrique, a-t-il souligné, et dans l'action à conduire, l'initiative doit être prise par les États africains* ». « *Nous estimons, a-t-il ajouté, que c'est aux Africains et aux organisations inter-africaines qu'il appartient de régler les conflits du continent* ».

Expliquant la formule « *l'Afrique aux Africains* » qu'il avait employée un jour, Giscard a souligné : « *Cela veut dire aussi qu'on protège l'Afrique des non-Africains qui voudraient semer la déstabilisation ou, malheureusement, la violence* ».

On voit là toute l'ambiguïté et le double caractère de la politique du gouvernement français en Afrique. Poussé par le souci de préserver ses intérêts et de développer les échanges avec les pays africains, il peut être amené, dans certains cas, à apporter une aide objective, même si elle conserve, bien sûr, une finalité néo-colonialiste.

C'est le cas de l'intervention au Zaïre tant qu'elle se borne à aider cet État à repousser l'agression des gendarmes katangais, maniés en sous-main par l'URSS. Mais ces mêmes intérêts impérialistes le poussent à s'ingérer grossièrement dans les affaires intérieures de certains pays africains comme au Tchad où il a envoyé des troupes pour combattre le Frontlinat ou à jouer le rôle de gendarme en Afrique du Nord où il s'oppose au Front Polisario et à la lutte du peuple sahraoui pour accroître sa mainmise sur les ressources minières de la région. Le gouvernement français ne devrait-il pas aussi se sentir visé lorsque le chef d'État togolais, le général Ngassingbé Eyadéma, dénonce « *cette violence aveugle individuelle ou collective, qu'elle se traduise par l'immixtion brutale de puissances étrangères dans les affaires de pays souverains ou qu'elle prenne le détour obscur de coups de force opérés par les mercenaires à la solde d'autrui* ».

Les échanges de points de vue ont porté, outre les questions de sécurité sur le développement économique de ces pays opprimés par le néo-colonialisme. « *La France, a déclaré à ce sujet Raymond Barre, souhaite ardemment que le dialogue Nord-Sud dont elle a pris l'initiative débouche sans retard sur un ordre économique international juste et efficace* ».

En fait, la France a été acculée par les victoires des pays du tiers monde et la nécessité de débouchés à faire des concessions et à plaider auprès de ses autres partenaires capitalistes pour des échanges allant dans un sens plus favorable aux pays en voie de développement.

• Zaïre

Le cynisme de l'agence Tass

La ville de Kolwezi, pour la première fois depuis plusieurs jours, a connu une nuit calme sans échange de coups de feu. Les agresseurs katangais semblent l'avoir abandonnée et se replient vers la Zambie, mais des combats subsistent à la périphérie de la ville, désormais quadrillée par les parachutistes français et zairois après le départ des parachutistes belges. De nouveaux charniers de quelques cadavres européens, mais surtout de nombreux Africains, que la presse occidentale ne mentionne même pas, ont été découverts.

Une vive polémique s'est élevée entre la France et l'URSS à propos des événements du Shaba. Sans pudeur l'agence Tass a, en effet, « *condamné l'agression de la France et de la Belgique soutenues par les USA au Zaïre et leur ingérence non dissimulée dans les affaires de ce pays* », affirmant que « *le mythe sur la participation de troupes cubaines et soviétiques au Zaïre, lancé par la propagande occidentale, a éclaté comme une bulle de sa-*



von sous le poids de faits irréfutables ». Pour l'agence Tass, marche de protestation.

comme pour Goebbels, apparemment plus un mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru. Le tapage qu'elle entretient sur l'intervention occidentale au Zaïre est pourtant un bien mince écran de fumée pour cacher la présence et l'action de l'URSS par gendarmes katangais interposés.

N'est-ce pas elle qui inspire aujourd'hui une offensive armée contre le peuple érythréen et fait planer une réelle menace sur le territoire somalien ?

N'est-ce pas elle enfin qui pille, réprime et exploite sans vergogne le peuple angolais et s'efforce de semer la zizanie au sein des mouvements de libération d'Afrique australe ?

MONTPELLIER

MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE ARGENTIN

Le 24 mai 1978 à 21 h
Salle La Gerbe

Organisé par le COBA
Soutenu par Témoignage chrétien
le PSU, l'AJS, la LCR, le SGEN-CFDT,
l'Association des étudiants
latino-américains en France